



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 15/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL CEPE DU HAUT LANGUEDOC

ZI de Courtine
330 rue du Mourelet
84000 Avignon

Références : -

Code AIOT : 0006605604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement SARL CEPE DU HAUT LANGUEDOC implanté Les Amaysses - Le Mourel - Valbonne 34330 Cambon-et-Salvergues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CEPE DU HAUT LANGUEDOC
- Les Amaysses - Le Mourel - Valbonne 34330 Cambon-et-Salvergues
- Code AIOT : 0006605604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Haut Languedoc, situé sur la commune de Murat-sur-Vèbre, de puissance totale 29,9 MW se compose de 23 aérogénérateurs, et a été autorisé par permis de construire n°PC3404602H0001 du 24 juin 2002. Sa mise en service date du 20 septembre 2006. Il a fait l'objet d'un donné acte du 17 mars 2014 relatif au bénéfice de l'antériorité consécutivement à la soumission des parcs éoliens à la législation relative aux ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. I	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II	Sans objet
4	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
7	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés lors de l'inspection par sondage n'ont pas donné lieu à des demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : RES Energy Services est le maintenancier du parc du Haut Languedoc : il a le contrat pour la gestion de la maintenance des éoliennes. RES Energy Services gère les inspections réglementaires périodiques. RES dispose du centre de supervision qui a la charge d'enregistrer toutes les opérations réalisées en machine, au jour le jour. C'est dans l'outil Daily Tracker que le centre de supervision en France stocke toutes les opérations réalisées sur les éoliennes.

<p>RES Energy Services gère les maintenances préventives et curatives, les inspections de pale et les serrages des boulons. RES Energy Services édite des rapports de maintenance préventive (annuelle et semestrielle) ou curative, qui sont classés et archivés dans le système documentaire HIVE.</p> <p>Avant l'inspection, l'exploitant a transmis en date du 25/11/2025 les rapports de maintenance sur les machines H02, H08, H12 et H18.</p> <p>L'exploitant a fait une démonstration de ses bases de données et outils de travail le jour de l'inspection, et a donné accès à la totalité des rapports de maintenance des éoliennes du parc de Haut Languedoc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle des fixations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixation, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle de l'ensemble des brides est opéré par RES Energy Services qui fait la maintenance à 100 % pour les boulons sur les éoliennes.</p> <p>L'exploitant indique que AGV Industrie se charge des campagnes de serrage, faites tous les deux ans, de novembre 2024 à janvier 2025.</p> <p>L'exploitant indique que, s'il y a du jeu sur une bride au moment du contrôle, ils la resserrent immédiatement, tous les ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle des pales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de</p>

<p>fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle visuel des pâles est effectué par RES Energy Services et par des sous-traitants (VCU notamment).</p> <p>Parfois, l'équipe de drônistes est également sollicitée, lorsque la météo le permet.</p> <p>L'exploitant indique que VCU opère une vérification semestrielle et que RES Energy Services fait un contrôle annuel.</p> <p>Les derniers contrôles visuels opérés par RES Energy Service de l'extérieur des pales ont eu lieu au moment de la maintenance annuelle, en mars, avril, mai et juin 2025.</p> <p>La maintenance semestrielle, opérée par VCU, s'est déroulée à partir de septembre/octobre 2025.</p> <p>L'exploitant explique que, suite au contrôle, le rapport recense tous les défauts en fonction de leur gravité et du délai d'intervention nécessaire.</p> <p>Si un risque critique est identifié, ce dernier est enregistré dans le logiciel interne VelocityEHS qui indique la date et le technicien à l'origine de l'identification. Ces informations sont directement accessibles aux "sites managers" qui se chargent de trouver un sous-traitant pour agir sur le défaut.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réduction des risques aviaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...]</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p> <p>Protocole national (version 2018) définissant les modalités du suivi environnemental :</p> <p>Selon le protocole, le suivi "doit proposer une analyse quant à l'impact du parc et l'efficacité des éventuelles mesures en place. Des mesures correctives visant à réduire la mortalité doivent systématiquement être proposées dès qu'un impact significatif est mesuré" (point 8.2). Selon le point 8.5, le rapport doit "Retenir au besoin d'autres mesures correctives en fonction des résultats, et prévoir au besoin un nouveau suivi pour en vérifier l'efficacité".</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le dernier suivi environnemental (activité chiroptères) et mortalité (chiroptères et avifaune) de 2021 est satisfaisant et ne préconise pas de mesure particulière supplémentaire.</p> <p>L'exploitant indique lors de l'inspection qu'aucune mortalité n'a été relevée depuis 2022 lors des différentes interventions sur le site.</p> <p>Il explique que, lorsqu'une mortalité est identifiée sur le site, les sous-traitants ou le personnel (RES, AGV) présent sur site fait remonter à la maintenance, peut prendre une photo et remplit la fiche réflexe, plan prévention. Cette mortalité est dès lors remontée dans le logiciel Veocity. Un expert environnement intervient par la suite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Autre, Accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté que l'accès à l'éolienne H1 et à l'éolienne H3 était bien fermé à clé.</p> <p>Il n'a pas été vérifié l'accès aux autres éoliennes ni au poste de livraison.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Autre, Intérieur des éoliennes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté que l'intérieur de l'éolienne H1 et de l'éolienne H3 était maintenu propre.</p>

L'intérieur des autres éoliennes n'a pas été vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté que l'éolienne H1 et l'éolienne H3 disposaient toutes les deux d'un extincteur au pied de l'éolienne qui a été contrôlé en mars 2025.</p> <p>Les autres extincteurs n'ont pas été contrôlés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite